

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 1907.

Projet de loi apportant des modifications aux lois du 27 novembre 1891 et du 15 février 1897 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le 25 juillet 1893, le Gouvernement, en proposant des amendements au projet de loi concernant la protection de l'enfance qu'il avait présenté aux Chambres en 1889, présentait en même temps un projet destiné à modifier le texte de la loi du 27 novembre 1891, pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

« La loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité renferme, dit l'Exposé des motifs de ce projet, certaines dispositions qui n'y ont été introduites qu'à défaut d'une loi spécialement consacrée à la protection de l'enfance, dans laquelle elles auraient pu trouver place. Le Gouvernement avait présenté aux Chambres, en 1889, le projet d'une pareille loi, mais ce projet ne paraissait pas, en 1891, devoir être mis prochainement en discussion. »

Les amendements que le Gouvernement proposait au projet de loi de 1889, pour la protection de l'enfance, avaient notamment pour objet de transférer dans ce projet les dispositions dont il s'agit et entraînaient en conséquence des modifications importantes à la loi du 27 novembre 1891, pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

Le projet que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aujourd'hui aux délibérations des Chambres est conçu dans le même ordre d'idées que le projet du 25 juillet 1893. Il en diffère cependant sur certains points importants.

Le projet de 1893 supprimait dans la loi du 27 novembre 1891 toutes les

dispositions qui concernent les écoles de bienfaisance de l'État pour les insérer dans la loi pour la protection de l'enfance. « Il convient, dit l'Exposé » des motifs, que les écoles de bienfaisance ne figurent plus au nombre des » établissements affectés à la répression du vagabondage et de la mendicité. »

Le Gouvernement estime, au contraire, que ces dispositions sont mieux à leur place dans la loi pour la répression du vagabondage et de la mendicité et il propose de les y maintenir.

Les écoles de bienfaisance, en effet, ont été créées par la loi du 3 avril 1848 pour être affectées, sous la dénomination d'écoles de réforme, aux mendiants et vagabonds de moins de 18 ans. Jusqu'alors, ceux-ci avaient été confondus avec les adultes dans les dépôts de mendicité et il convenait de porter remède à un système aussi fâcheux.

Les écoles de bienfaisance continueront à recevoir ces enfants, qui formeront toujours la partie la plus considérable de la population.

Le Gouvernement propose aussi la suppression de l'article 33 de la loi du 27 novembre 1891, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, qui accorde aux administrations communales la faculté de placer dans les écoles de bienfaisance de l'État, avec l'autorisation du Ministre de la Justice, des enfants qui n'ont pas été mis à la disposition du Gouvernement par l'autorité judiciaire, mais dont les dispositions morales réclament pour leur amendement le régime de ces écoles.

Cette disposition n'a plus de raison d'être en présence de l'article 25 du projet pour la protection de l'enfance amendé par le Gouvernement, qui permet aux parents ou aux tuteurs, ou aux personnes chargées de la garde d'un enfant, de demander au juge de paix l'internement des individus de moins de 18 ans qui manifestent des dispositions morales mauvaises.

Le projet rectifie aussi la rédaction de l'article 24 et propose une numérotation nouvelle des articles qui subsisteront dans la loi du 27 novembre 1891.

Le Ministre de la Justice,

J. RENKIN.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le texte de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, modifiée par la loi du 13 février 1897, est modifié comme suit :

Les mots « ou dont l'admission a été demandée par l'autorité communale » sont supprimés dans l'alinéa 5 de l'article 2.

Le mot « ou » remplace la virgule entre le mot « mendicité » et le mot « vagabondage » dans l'article 24, et cet article est complété de la manière suivante :

« Les poursuites exercées en vertu de cet article ne seront pas mentionnées dans les renseignements fournis ultérieurement au sujet des individus poursuivis. »

Sont retranchés du texte de la loi les articles 23, 23^{bis}, 23^{ter}, 23^{quater}, 26, 27, 55 et 58.

L'article 50 est remplacé par la disposition suivante :

« Les individus mis à la disposition du Gouvernement conformément à l'article 24 de la présente loi pourront, après avoir été internés dans une école de bienfaisance de l'État, être placés en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan; ils pourront aussi, avec l'assentiment de leurs

LÉOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL 1.

De tekst der wet van 27 November 1891 tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij, gewijzigd bij de wet van 15 Februari 1897, is als volgt gewijzigd :

De woorden « of welker opnemings door de gemeenteverheid gevraagd werd » worden geschrapt in alinea 5 van artikel 2.

Het woord « of » vervangt de komma tusschen het woord « bedelarij » en het woord « landlooperij » in artikel 24, en aan dit artikel wordt het volgende toegevoegd :

« De vervolgingen krachtens dit artikel gedaan, zullen niet worden vermeld bij de later omtrent de vervolgte personen verstrekte inlichtingen. »

Uit den tekst der wet worden gelicht de artikelen 23, 23^{bis}, 23^{ter}, 23^{quater}, 26, 27, 55 en 58.

Artikel 50 is door de volgende bepaling vervangen :

« Zij die overeenkomstig artikel 24 der tegenwoordige wet ter beschikking der Regeering worden gesteld, kunnen, na opgesloten te zijn geweest in eene weldadigheidsschool van den Staat, in de leer worden geplaatst bij een landbouwer of een ambachtsman; ook kunnen zij, met toe-

- *parents ou de leur tuteur, être placés dans*
- *un établissement public ou privé d'instruction ou de charité.*

L'alinéa 1^{er} de l'article 34 est remplacé par le suivant :

- *Les frais d'entretien et d'éducation des*
- *individus placés dans les écoles de bienfaisance de l'État en vertu de la présente loi*
- *seront à la charge de l'État, pour moitié,*
- *et, pour l'autre moitié, à la charge de la*
- *commune de leur domicile de secours.*

ART. 2.

La numérotation des articles de ladite loi est modifiée comme suit :

- L'article 28 devient l'article 23;
- L'article 29 devient l'article 26;
- L'article 30 devient l'article 27;
- L'article 31 devient l'article 28;
- L'article 32 devient l'article 29, et la mention de l'article 29, dans le deuxième alinéa de cet article, est remplacée par celle de l'article 26;
- L'article 34 devient l'article 30;
- L'article 36 devient l'article 31, et la mention de l'article 34, dans le dernier alinéa, est remplacée par celle de l'article 30;
- L'article 37 devient l'article 32;
- L'article 38 devient l'article 33;
- L'article 39 devient l'article 34;
- L'article 40 devient l'article 35;
- L'article 41 devient l'article 36.

ART. 3.

La loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, modifiée par la loi du 15 février 1897, sera réimprimée au *Moniteur* avec les modifications résultant de la présente loi.

Donné à Laeken, le 9 décembre 1907.

- *stemming van hunne ouders of hunnen*
- *voogd, geplaatst worden in eene openbare*
- *of privaatinrichting van onderwijs of*
- *liefdadigheid.*

Alinea 1 van artikel 34 is door de volgende vervangen :

- *De kosten van onderhoud en opvoeding*
- *van de krachtens de tegenwoordige wet in*
- *de weldadigheidsscholen van den Staat*
- *geplaatste personen, zijn ten laste van den*
- *Staat, voor eene helft, en, voor de andere*
- *helft, ten laste van de gemeente hunner*
- *onderstandswoonst.*

ART. 2.

De nummering der artikelen van de aangehaalde wet is als volgt gewijzigd :

- Artikel 28 wordt artikel 23;
- Artikel 29 wordt artikel 26;
- Artikel 30 wordt artikel 27;
- Artikel 31 wordt artikel 28;
- Artikel 32 wordt artikel 29, en de vermelding van artikel 29, in de tweede alinea van dit artikel, wordt vervangen door die van artikel 26;
- Artikel 34 wordt artikel 30;
- Artikel 36 wordt artikel 31, en de vermelding van artikel 34, in de laatste alinea, wordt vervangen door die van artikel 30;
- Artikel 37 wordt artikel 32;
- Artikel 38 wordt artikel 33;
- Artikel 39 wordt artikel 34;
- Artikel 40 wordt artikel 35;
- Artikel 41 wordt artikel 36.

ART. 3.

De wet van 27 November 1891, tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij, gewijzigd bij de wet van 15 Februari 1897, zal herdrukt worden in het *Staatsblad* met de wijzigingen eraan toegebracht door de tegenwoordige wet.

Gegeven te Laken, den 9^{de} December 1907.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

J. RENKIN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 DECEMBER 1907.

Wetsontwerp tot wijziging aan de wetten van 27 November 1891 en 15 Februari 1897 tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Den 23^{en} Juli 1893, wanneer de Regeering amendementen voorstelde aan het ontwerp van wet tot bescherming der kindsheid dat zij in 1889 den Kamers had aangeboden, bracht zij tevens een ontwerp in tot wijziging van den tekst der wet van 27 November 1891, tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij.

« De wet van 27 November 1891, tot beteugeling der landlooperij en der » bedelarij, heette het in de Memorie van toelichting van dat ontwerp, » bevat enkele bepalingen die er slechts werden in opgenomen bij ontsten- » tenis eener in het bijzonder aan de bescherming der kindsheid gewijde » wet, waar zij hadden kunnen ingelascht worden. In 1889 had de Regee- » ring het ontwerp eener dergelijke wet den Kamers aangeboden; edoch, in » 1891, scheen dat ontwerp niet spoedig in behandeling te zullen komen. »

De door de Regeering voorgestelde amendementen aan het ontwerp van wet van 1889, tot bescherming der kindsheid, hadden o. m. ten doel in dat ontwerp de betreffende bepalingen over te brengen en bijgevolg brachten zij belangrijke wijzigingen mede aan de wet van 27 November 1891, tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij.

Het ontwerp dat de Regeering thans de eer heeft den Kamers ter overweging aan te bieden, is in denzelfden gedachtengang opgevat als het ontwerp van 23 Juli 1893. Toch verschilt het daarvan in enkele gewichtige punten.

Het ontwerp van 1893 schrapte in de wet van 27 November 1891 al de de weldadigheidsscholen van den Staat betreffende bepalingen, om die op te nemen in de wet tot bescherming der kindsheid. « Het is passend, wordt » in de Memorie van toelichting gezegd, dat de weldadigheidsscholen niet » langer genoemd worden bij de inrichtingen die in gebruik zijn tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij. »

De Regeering is integendeel van gevoelen dat die bepalingen eene betere plaats vinden in de wet tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij en zij stelt voor ze daarin te behouden.

Inderdaad werden de weldadigheidsscholen opgericht bij de wet van 3 April 1848 om, onder de benaming verbeteringscholen, gebruikt te worden voor bedelaars en landloopers beneden 18 jaar. Tot dan toe waren dezen, te zamen met de volwassenen, in de bedelaarsgestichten opgenomen geweest, aan welk stelsel verandering diende gebracht.

De weldadigheidsscholen zullen die kinderen blijven ontvangen die steeds het grootste gedeelte harer bevolking zullen uitmaken.

Nog stelt de Regeering voor artikel 35 der wet van 27 November 1891, tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij, te doen wegvallen, welk artikel aan de gemeentebesturen het vermogen geeft, mits machtiging van den Minister van Justitie, in de weldadigheidsscholen van den Staat kinderen onder te brengen die niet door de rechterlijke overheid ter beschikking der Regeering werden gesteld, maar wier zedelijke neigingen van dien aard zijn dat het regiem der scholen tot hunne verbetering noodig is.

Die bepaling heeft niet langer reden van bestaan, nu artikel 23 van het ontwerp tot bescherming der kindsheid door de Regeering geamendeerd, aan ouders of voogden, of aan hen die met de zorg voor een kind belast zijn, toelaat bij den vrederechter de opsluiting aan te vragen van personen beneden 18 jaar die blijken geven van slechte zedelijke neigingen.

Het ontwerp verbetert ook de redactie van artikel 24 en het stelt eene nieuwe nummering voor van de artikelen die in de wet van 27 November 1891 zullen behouden blijven.

De Minister van Justitie,

J. RENKIN.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le texte de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, modifiée par la loi du 13 février 1897, est modifié comme suit :

Les mots « ou dont l'admission a été demandée par l'autorité communale » sont supprimés dans l'alinéa 5 de l'article 2.

Le mot « ou » remplace la virgule entre le mot « mendicité » et le mot « vagabondage » dans l'article 24, et cet article est complété de la manière suivante :

« Les poursuites exercées en vertu de cet article ne seront pas mentionnées dans les renseignements fournis ultérieurement au sujet des individus poursuivis. »

Sont retranchés du texte de la loi les articles 25, 25^{bis}, 25^{ter}, 25^{quater}, 26, 27, 35 et 35.

L'article 30 est remplacé par la disposition suivante :

« Les individus mis à la disposition du Gouvernement conformément à l'article 24 de la présente loi pourront, après avoir été internés dans une école de bienfaisance de l'État, être placés en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan; ils pourront aussi, avec l'assentiment de leurs

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL 1.

De tekst der wet van 27 November 1891 tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij, gewijzigd bij de wet van 13 Februari 1897, is als volgt gewijzigd :

De woorden « of welker opneming door de gemeenteverheid gevraagd werd » worden geschrapt in alinea 5 van artikel 2.

Het woord « of » vervangt de komma tusschen het woord « bedelarij » en het woord « landlooperij » in artikel 24, en aan dit artikel wordt het volgende toegevoegd :

« De vervolgingen krachtens dit artikel gedaan, zullen niet worden vermeld bij de later omtrent de vervolgte personen verstrekte inlichtingen. »

Uit den tekst der wet worden gelicht de artikelen 25, 25^{bis}, 25^{ter}, 25^{quater}, 26, 27, 35 en 35.

Artikel 30 is door de volgende bepaling vervangen :

« Zij die overeenkomstig artikel 24 der tegenwoordige wet ter beschikking der Regeering worden gesteld, kunnen, na opgesloten te zijn geweest in eene weldadigheidsschool van den Staat, in de leer worden geplaatst bij een landbouwer of een ambachtsman; ook kunnen zij, met toe-

» parents ou de leur tuteur, être placés dans
» un établissement public ou privé d'instruction ou de charité. »

L'alinéa 1^{er} de l'article 34 est remplacé par le suivant :

« Les frais d'entretien et d'éducation des
» individus placés dans les écoles de bienfaisance de l'État en vertu de la présente loi
» seront à la charge de l'État, pour moitié,
» et, pour l'autre moitié, à la charge de la commune de leur domicile de secours. »

ART. 2.

La numérotation des articles de ladite loi est modifiée comme suit :

L'article 28 devient l'article 25 ;

L'article 29 devient l'article 26 ;

L'article 30 devient l'article 27 ;

L'article 31 devient l'article 28 ;

L'article 32 devient l'article 29, et la mention de l'article 29, dans le deuxième alinéa de cet article, est remplacée par celle de l'article 26 ;

L'article 34 devient l'article 30 ;

L'article 36 devient l'article 31, et la mention de l'article 34, dans le dernier alinéa, est remplacée par celle de l'article 30 ;

L'article 37 devient l'article 32 ;

L'article 38 devient l'article 33 ;

L'article 39 devient l'article 34 ;

L'article 40 devient l'article 35 ;

L'article 41 devient l'article 36.

ART. 3.

La loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, modifiée par la loi du 15 février 1897, sera réimprimée au *Moniteur* avec les modifications résultant de la présente loi.

Donné à Laeken, le 9 décembre 1907.

» stemming van hunne ouders of hunnen
» voogd, geplaatst worden in eene openbare
» of privaatinrichting van onderwijs of
» liefdadigheid. »

Alinea 1 van artikel 34 is door de volgende vervangen :

« De kosten van onderhoud en opvoeding
» van de krachtens de tegenwoordige wet in
» de weldadigheidsscholen van den Staat
» geplaatste personen, zijn ten laste van den
» Staat, voor eene helft, en, voor de andere
» helft, ten laste van de gemeente hunner
» onderstandswoonst. »

ART. 2.

De nummering der artikelen van de aangehaalde wet is als volgt gewijzigd :

Artikel 28 wordt artikel 25 ;

Artikel 29 wordt artikel 26 ;

Artikel 30 wordt artikel 27 ;

Artikel 31 wordt artikel 28 ;

Artikel 32 wordt artikel 29, en de vermelding van artikel 29, in de tweede alinea van dit artikel, wordt vervangen door die van artikel 26 ;

Artikel 34 wordt artikel 30 ;

Artikel 36 wordt artikel 31, en de vermelding van artikel 34, in de laatste alinea, wordt vervangen door die van artikel 30 ;

Artikel 37 wordt artikel 32 ;

Artikel 38 wordt artikel 33 ;

Artikel 39 wordt artikel 34 ;

Artikel 40 wordt artikel 35 ;

Artikel 41 wordt artikel 36.

ART. 3.

De wet van 27 November 1891, tot beteugeling der landlooperij en der bedelarij, gewijzigd bij de wet van 15 Februari 1897, zal herdrukt worden in het *Staatsblad* met de wijzigingen eraan toegebracht door de tegenwoordige wet.

Gegeven te Laken, den 9^{en} December 1907.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

J. RENKIN.